

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1289

[C — 2001/27272]

3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux organismes touristiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 4 mai 1999 relatif aux organismes touristiques;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 20 août 1998;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux fédérations provinciales du tourisme, aux offices du tourisme, aux syndicats d'initiative et aux maisons du tourisme.

Art. 3. L'Office de Promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles (OPT) est reconnu comme organisme touristique.

Art. 4. La Fédération du Tourisme de la Province du Brabant wallon, la Fédération du Tourisme de la Province de Hainaut, la Fédération du Tourisme de la Province de Liège, la Fédération touristique de la Province du Luxembourg belge et la Fédération du Tourisme de la Province de Namur sont reconnues comme fédérations provinciales du tourisme.

Art. 5. Pour être reconnu, l'Office du tourisme ou le syndicat d'initiative doit être ouvert au public au moins cent jours par an (comprenant nécessairement les week-ends de vacances) et au moins quatre heures par jour. La détermination des heures d'ouverture est réglée par la décision de reconnaissance.

Pour être reconnue, la maison du tourisme doit être ouverte au public, au moins trois cents jours par an (comprenant nécessairement tous les week-ends) et au moins six heures par jour comprenant nécessairement la tranche horaire allant de 11 à 14 heures.

Les heures minimales d'ouverture de la maison du tourisme seront fixées dans le contrat-programme.

La reconnaissance des maisons du tourisme est limitée aux crédits budgétaires spécifiques prévus à cet effet.

L'Office du tourisme, le syndicat d'initiative et la maison du tourisme devront en outre respecter les conditions qui les concernent telles que reprises à l'article 2, § 1^{er}, du décret du 4 mai 1999.

Art. 6. Toute demande de reconnaissance est adressée au Commissaire général au Tourisme par lettre recommandée à la poste.

Elle est accompagnée en double exemplaire des documents suivants :

1. une copie des statuts et de la liste des associés, tels qu'ils ont été publiés au *Moniteur belge* ainsi que leurs modifications;

2. le cas échéant, une copie des rapports d'activités, des comptes et bilans des deux dernières années précédant celle au cours de laquelle la demande de reconnaissance est introduite;

3. tous éléments probants du respect dans les délais les plus brefs des conditions déterminées selon le cas, à l'article 5 du présent arrêté;

4. tous éléments attestant de ressources suffisantes et d'une bonne gestion.

Art. 7. Dans les nonante jours de l'introduction de la demande dont il accuse réception, le Commissaire général au Tourisme statue par décision motivée notifiée par lettre recommandée à la poste.

Préalablement à sa décision, le Commissaire général au Tourisme consulte la ou les fédérations touristiques provinciales et les conseils communaux concernés, lesquels lui notifient leur avis motivé dans les quarante-cinq jours de la réception de la demande d'avis. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 8. Dans les trente jours de la notification du refus du Commissaire général au Tourisme, ou en cas d'absence de décision de sa part dans le délai qui lui est imparti, le demandeur peut introduire un recours auprès du Ministre par lettre recommandée à la poste.

Dans les nonante jours de l'introduction du recours dont il accuse réception, le Ministre statue à son sujet et notifie sa décision au demandeur par lettre recommandée à la poste avec copie au Commissariat général au Tourisme et à la fédération provinciale du tourisme concernée. Passé ce délai, la décision est réputée favorable.

Préalablement à sa décision, le Ministre consulte le Comité technique des syndicats d'initiative, lequel lui notifie son avis motivé dans les quarante-cinq jours de la réception du recours. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 9. Si un office du tourisme, un syndicat d'initiative ou une maison du tourisme ne satisfait plus aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté, le Commissaire général au Tourisme peut leur retirer leur reconnaissance par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, adressée à l'organisme touristique ou la maison du tourisme concerné, avec copie à la fédération provinciale du tourisme concernée.

Dans les trente jours de la notification du retrait, l'organisme touristique ou le gestionnaire de la maison du tourisme peut introduire un recours auprès du Ministre par lettre recommandée à la poste avec copie à la fédération provinciale du tourisme concernée. Ce recours est suspensif et il y est statué selon la procédure et dans les délais déterminés à l'article 8 du présent arrêté.

Art. 10. Le Commissaire général au Tourisme est délégué par le Gouvernement pour accorder, sur avis de la fédération provinciale du tourisme concernée, la dérogation prévue par l'article 8 du décret du 4 mai 1999.

Toute demande de dérogation est adressée au Commissariat général au Tourisme par lettre recommandée à la poste. Le lettre ou les documents qui l'accompagnent, doivent justifier que des missions d'accueil et d'information des touristes sont régulièrement accomplies par l'organisme demandeur de la dérogation.

Art. 11. Il est délivré à tout organisme touristique et gestionnaire de la maison du tourisme un écusson qui doit être apposé, de façon visible, sur la façade de son bureau d'accueil et d'information, à proximité de la porte d'entrée.

L'écusson est conforme au modèle reproduit à l'annexe du présent arrêté. La Région wallonne reste propriétaire de l'écusson.

Art. 12. Les organismes touristiques et les gestionnaires des maisons du tourisme reconnus conformément au présent arrêté peuvent bénéficier des subventions octroyées sur base des arrêtés royaux des 14 février 1967 et 24 septembre 1969 relatifs au développement de l'équipement touristique et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de mobilier et de matériel en vue de favoriser les activités touristiques.

Art. 13. Le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions peut, dans les limites des crédits budgétaires, accorder aux gestionnaires des maisons du tourisme des subventions en matière d'équipement et de promotion ainsi que de fonctionnement et d'animation, dont le montant est calculé comme suit :

1. un montant forfaitaire d'un million de francs, à raison de l'acceptation du contrat-programme par la Région wallonne, et ce indépendamment de la teneur dudit contrat-programme;
2. en plus, un montant variable d'un million de francs au maximum, à raison de l'importance et de l'intérêt des actions à entreprendre, telles que décrites dans le contrat-programme et justifiées par un rapport du Commissariat général au Tourisme;
3. en plus, un montant variable de 600 000 francs au maximum, à raison de tranches fixes de 150 000 francs par heure d'ouverture supplémentaire, chaque jour d'ouverture de la maison du tourisme.

Art. 14. Le contrat-programme visé à l'article 6 est déposé sous la forme d'un avant-projet, auprès du Commissariat général au Tourisme, avant le 31 mars de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte. Le Commissariat général au Tourisme le transmet, sous la forme d'un projet, au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, avant le 30 juin; il y joint le rapport visé à l'article 13, 2°, accompagné des avis de l'Office de Promotion du Tourisme et de la fédération provinciale du tourisme concernée. Le Ministre approuve le contrat-programme avant le 15 novembre et notifie à la maison du tourisme, dans le même délai, sa décision par lettre recommandée à la poste avec copie à la fédération provinciale du tourisme concernée; à défaut, le projet de contrat-programme est réputé n'être pas approuvé.

Art. 15. Disposition transitoire : les organismes qui, à la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, font usage des dénominations d'office du tourisme, de syndicat d'initiative ou de maison du tourisme, ainsi que des sigles en rapport, disposent d'un délai de trois ans pour introduire une demande de reconnaissance conformément aux articles 7 et 8. Durant ce délai, lesdits organismes sont autorisés à poursuivre l'utilisation de la dénomination et du sigle qui les concernent.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le modèle de l'écusson, prévu à l'article 11 de l'arrêté et devant faire l'objet d'une annexe, sera publié ultérieurement.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1289

[C — 2001/27272]

3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toeristische instellingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 van de Waalse Gewestraad betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 4 mei 1999 betreffende de toeristische instellingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 20 augustus 1998;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de provinciale federaties voor toerisme, diensten voor toerisme en huizen voor toerisme.

Art. 3. De Dienst voor de bevordering van het toerisme in Wallonië en in Brussel wordt erkend als toeristische instelling.

Art. 4. De toeristische federatie van de Provincie Waals-Brabant, de toeristische federatie van de Provincie Henegouwen, de toeristische federatie van de Provincie Luik, de federatie van de Provincie Luxemburg en de federatie voor toerisme van de Provincie Namen worden erkend als provinciale federaties voor toerisme.

Art. 5. Om erkend te worden, moet de Dienst voor toerisme of de V.V.V. minimum honderd dagen per jaar (met inbegrip van de weekeinden in de vakantieperiode) en minimum vier uur per dag toegankelijk zijn voor het publiek. De openingstijden worden bij de erkenningsbeslissing vastgesteld.

Om erkend te worden, moet het Huis voor toerisme minimum driehonderd dagen per jaar (met inbegrip van alle weekeinden) en minimum zes uur per dag toegankelijk zijn voor het publiek, zeker tussen 11 en 14 uur.

De minimale openingstijden van het Huis voor toerisme worden in de programma-overeenkomst vastgelegd.

De huizen voor toerisme worden erkend ten belope van de beschikbare begrotingskredieten.

De Dienst voor toerisme, de V.V.V. en het Huis voor toerisme moeten bovendien voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2, § 1, van het decreet van 4 mei 1999.

Art. 6. Elke erkenningsaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de Commissaris-generaal voor Toerisme gericht.

Ze gaat vergezeld van een dubbel exemplaar van de volgende documenten :

1. een afschrift van de statuten en de lijst van de vennoten zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* alsmede de wijzigingen erin;

2. in voorkomend geval een afschrift van de activiteitenverslagen, rekeningen en balansen van de twee laatste jaren voorafgaand aan het jaar waarin de erkenningsaanvraag wordt ingediend;

3. alle gegevens waarbij bevestigd wordt dat binnen de kortste termijn is voldaan aan de al naar gelang het geval in artikel 5 van dit besluit bedoelde voorwaarden;

4. alle gegevens waarbij bevestigd wordt dat voldoende middelen beschikbaar zijn en dat het beheer goed waargenomen wordt.

Art. 7. De Commissaris-generaal voor Toerisme neemt binnen negentig dagen na de indiening van de aanvraag waarvan hij ontvangst bericht, een met redenen omklede beslissing die bij ter post aangetekend schrijven wordt meegedeeld.

Alvorens zijn beslissing te nemen, raadpleegt de Commissaris-generaal voor Toerisme de provinciale federatie(s) voor toerisme en de betrokken gemeenteraden, die hem binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van zijn verzoek om adviesverlening hun met redenen omkleed advies uitbrengen. Na afloop van deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 8. Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de weigering van de Commissaris-generaal voor Toerisme of, als hij geen beslissing neemt binnen de voorgeschreven termijn, kan de aanvrager bij ter post aangetekende brief een beroep instellen bij de Minister.

De Minister spreekt zich uit binnen negentig dagen na de indiening van het beroep waarvan hij ontvangst bericht, en geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing bij ter post aangetekende brief, met een afschrift voor het Commissariaat-generaal voor Toerisme en voor de betrokken provinciale federatie voor toerisme. Na afloop van deze termijn wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

Alvorens zijn beslissing te nemen, raadpleegt de Minister het technisch comité van de V.V.V.'s, dat hem binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het beroep zijn met redenen omkleed advies geeft. Na afloop van deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 9. Als een Dienst voor toerisme, een V.V.V. of een Huis voor toerisme niet meer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5 van dit besluit, kan de Commissaris-generaal voor Toerisme hun erkenning intrekken door hen een bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs toe te sturen, met een afschrift voor de betrokken provinciale federatie voor toerisme.

Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de intrekking kan de toeristische instelling of de beheerder van het Huis voor toerisme bij ter post aangetekend schrijven een beroep bij de Minister instellen en een afschrift aan de betrokken provinciale federatie voor toerisme richten. Dat beroep is opschortend. Daarover wordt een beslissing genomen volgens de procedure en binnen de termijnen bedoeld in artikel 8 van dit besluit.

Art. 10. De Commissaris-generaal voor Toerisme wordt door de Regering gemachtigd om de in artikel 8 van het decreet van 4 mei 1999 bedoelde afwijking te verlenen, na advies van de betrokken provinciale federatie voor toerisme.

Elke aanvraag om afwijking wordt bij ter post aangetekende brief aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht. De brief of de bijgaande documenten moeten bevestigen dat de instelling die om een afwijking verzoekt, regelmatig opdrachten vervult i.v.m. het onthaal en de informatie van toeristen.

Art. 11. Er wordt een schild afgegeven aan elke toeristische instelling en aan elke beheerder van een Huis voor toerisme. Dat schild wordt aangebracht op een zichtbare plaats op de gevel van het onthaal- en informatiebureau, vlak bij de ingang.

Het schild is conform het model dat weergegeven wordt in de bijlage bij dit besluit. Het Waalse Gewest blijft eigenaar van het schild.

Art. 12. De krachtens dit besluit erkende toeristische instellingen en beheerders van de huizen voor toerisme kunnen toelagen genieten die verleend worden op grond van de koninklijke besluiten van 14 februari 1967 en 24 september 1969 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische uitrusting en het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waarop toelagen worden verleend voor de aankoop van meubilair en materiaal ter bevordering van toeristische activiteiten.

Art. 13. De voor Toerisme bevoegde Minister kan binnen de perken van de begrotingskredieten de beheerders van huizen voor toerisme toelagen verlenen i.v.m. uitrusting, promotie, werking en animatie. Ze worden berekend als volgt :

1. een forfaitair bedrag van één miljoen frank na goedkeuring van de programma-overeenkomst door het Waalse Gewest, ongeacht de inhoud ervan;
2. plus een variabel bedrag van maximum één miljoen frank, al naar gelang het belang en het nut van de te verrichten handelingen, zoals omschreven in de programma-overeenkomst en gewettigd door een verslag van het Commissariaat-generaal voor Toerisme;
3. plus een variabel bedrag van maximum 600 000 frank in vaste schijven van 150 000 frank per bijkomend openingsuur.

Art. 14. De in artikel 6 bedoelde programma-overeenkomst wordt in de vorm van een voorontwerp bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme ingediend vóór 31 maart van het jaar voorafgaand aan het jaar waarop ze betrekking heeft. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt ze vóór 30 juni in de vorm van een ontwerp over aan de Minister die voor Toerisme bevoegd is; het voegt er het in artikel 13, 2°, bedoelde verslag bij dat vergezeld gaat van het advies van de Dienst voor de bevordering van het toerisme en van de betrokken provinciale federatie voor toerisme. De Minister keurt de programma-overeenkomst goed vóór 15 november, geeft het Huis voor toerisme binnen dezelfde termijn kennis van zijn beslissing bij ter post aangetekende brief en richt er een afschrift van aan de betrokken provinciale federatie voor toerisme; zo niet wordt het ontwerp van programma-overeenkomst geacht niet goedgekeurd te zijn.

Art. 15. Overgangsbepaling : de instellingen die op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* gebruik maken van de benaming Dienst voor toerisme, V.V.V. of Huis voor toerisme alsmede van de daarmee gepaard gaande schilden, beschikken over een termijn van drie jaar om een erkenningsaanvraag in te dienen overeenkomstig de artikelen 7 en 8. Deze instellingen mogen ondertussen gebruik blijven maken van de benaming en van het schild die hen betreffen.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

Het model van het in artikel 11 van dit besluit bedoelde schild waarvoor een bijlage wordt opgesteld, zal later bekendgemaakt worden.